Le respect de la personne humaine oblige à la cohérence

Article rédigé par *Mgr Giampaolo Crepaldi**, le *23 octobre 2008*

Le respect de la personne : un principe universel qui a ses exigences propres dans tous les domaines auxquels les politiques sont confrontés et qui oblige à une réelle cohérence.

Communication au colloque Chrétiens : de l'audace pour la politique .

LA SOCIETE et l'État ont besoin de conditions qu'ils ne savent ni ne peuvent produire eux-mêmes. Et je ne me réfère pas seulement ici aux conditions normatives dont parlait Ernst Wolfgang Böckenförde, mais à une condition, encore plus originelle et fondamentale: la charité fraternelle. Sans la charité fraternelle, il est même impossible de voir dans sa totalité la dignité de la personne humaine ainsi que l'appel que lancent les personnes faibles et fragiles.

Sans la charité, la justice ne dure pas

Bien sûr, il y a la justice, qui consiste à donner à chacun ce qui lui revient. Elle ressort de la raison publique et ce sont les institutions administratives et politiques qui en sont responsables. Mais est-il vraiment possible, sans la charité, de voir pleinement en quoi consiste ce "qui revient à chacun"? Est-il vraiment possible de voir, dans l'autre – et plus spécialement dans le pauvre – non pas un fardeau, mais une ressource, comme le souhaite l'encyclique *Sollicitudo rei socialis* de Jean-Paul II ?

À partir de quoi naît la dignité de la personne? Certes elle naît de ce que l'on voit son travail rémunéré et que l'on est traité selon la justice, ce qui permet de se rendre compte que l'on compte pour quelque chose, que l'on est respecté. Mais la perception de la dignité personnelle naît surtout du fait d'être aimé, c'est-à-dire d'obtenir quelque chose de plus que ce qui est dû, quelque chose en plus de la justice. C'est ce que nous ne méritons pas qui nous fait percevoir pleinement notre valeur, le fait d'être aimé gratuitement, de pouvoir bénéficier de quelque chose d'inespéré. Voilà justement ce que le christianisme a inséré dans l'histoire. Se sentir aimés de Dieu a permis aux hommes de comprendre la dignité qui est la leur, une dignité qui exige la justice mais aussi la charité ; aussi, à leur tour, ils sont encouragés à apporter la justice à travers la charité.

Je crois qu'il est possible d'être juste même en l'absence de charité. Toutefois, celle-ci serait fragile et exposée aux intempéries. Sans la charité, en quelque sorte la justice est incomplète, on ne peut pas la connaître en totalité. Cela est dû au fait que l'homme connaît à travers la raison, mais aussi avec le cœur. Les pauvres ne sont vus que par ceux qui veulent les voir, qui les cherchent. La pauvreté n'existe pas, pour ceux dont le cœur est fermé, pour ceux qui ne veulent pas la voir. Sans la charité, la justice ne dure pas longtemps, elle devient froide et bureaucratique. Benoît XVI affirme que la charité est nécessaire même dans une société où la justice est appliquée totalement.

En effet, la justice donne à chacun ce qui lui est dû, mais nous ne nous contentons pas de recevoir ce qui nous revient. Tous nous essayons d'avoir plus que ce qui nous est dû, ce qui nous est donné avec amour, car c'est de cette vocation – la vocation d'être aimés – que nous avons reçu notre dignité. Nous voulons davantage, en vertu non pas de l'injustice, mais de la "sur-justice". S'il n'y avait que la justice, il n'y aurait pas d'amour; mais sommes-nous certains que, sans l'amour, il n'y aurait pas de justice ?

Dans la *République* de Platon, selon Trasimaco, "personne n'est juste volontairement", mais seulement parce qu'il y est contraint. L'amour ne vient pas après la justice. Sans le regard profond de l'amour, la justice ne serait même pas justice. "Je n'aime pas votre justice froide et je vois toujours pointer dans les yeux de vos juges le regard du bourreau armé de sa hache impitoyable". Sans vouloir arriver jusqu'à ces images terrifiantes (cf. *Ainsi parlait Zarathoustra*), il faut bien reconnaître que, sans l'amour, la justice est souvent aveugle.

La dignité humaine dans son intégralité

Notre société a un grand besoin de cette amitié civique, de cette citoyenneté solidaire, que le christianisme contribue à alimenter par son message de fraternité. Les élans humains vers la justice dégénèrent eux aussi

s'ils ne sont pas rachetés par une charité supérieure. Ils dégénèrent surtout du fait que, sans la charité, il devient difficile de comprendre la dignité de la personne dans son intégralité : la dignité de tout l'homme et de tous les hommes.

Il arrive ainsi que l'on fasse la distinction entre "droit" et "droit", que l'on se concentre de façon très précise dans certains secteurs et que l'on en néglige complètement d'autres, que l'on ne s'aperçoive pas des nouvelles fragilités : les enfants qui sont bombardés par des messages négatifs dès leur plus jeune âge ou qui subissent des violences à la suite de la désagrégation de leurs familles, le manque de confiance et d'espérance qu'un grand nombre mûrissent au sein d'une société souvent impitoyable. Sans parler des plus faibles parmi les faibles, de ceux qui s'apprêtent à commencer leur vie mais à qui l'on empêche de naître, de ceux qui sont proches de leur fin et qui y sont poussés. Il est certain que notre raison nous dit que l'embryon est vie humaine, tout comme la personne âgée en phase terminale. Mais cette raison ne suffit pas, du moins semble-t-il.

L'âme des rapports fraternels

La société européenne ne peut pas se passer de cette âme fraternelle, suscitée par le christianisme. La dignité de la personne humaine n'est pas seulement un concept. Certes, elle est en rapport avec la vérité et la raison, mais elle naît plus exactement d'une attention désintéressée et elle exige donc d'être réalisée à travers des rapports fraternels. "Des rapports fraternels" : cette expression peut sembler bien peu adaptée à l'économie et à la politique. Et, en fait, elle doit être utilisée de façon adéquate. L'âme des rapports fraternels réside dans la religion et dans l'éthique, mais elle doit aussi être structurée et rendue publique.

Cela est possible s'il ne s'agit pas d'une simple exigence morale ou moraliste, mais d'une exigence éthique, qui trouve un écho dans les besoins réels de nos sociétés avancées. Les sociétés développées, comme c'est le cas de la société européenne, qui ont depuis longtemps abandonné le fordisme et la verticalité de l'État, ont devant elles une grande occasion pour développer des rapports fraternels de réciprocité, et ce de manière structurée, en-dehors de la logique restreinte du marché et de l'État.

Les difficultés dans lesquelles se trouvent les États pour fonctionner encore en tant que centres de programmation et d'orientation politique de la redistribution et des politiques de *welfare* ne sont pas utilisées de manière positive pour diffuser dans la société civile des formes nouvelles de mutualité, d'accueil et de gratuité, selon le principe non seulement de subsidiarité mais aussi et surtout de réciprocité, c'est-à-dire au-delà de la logique de ce qui se fait par obligation ou parce que contraints par les coûts ou par la loi. Les faiblesses du marché, en commençant par la soi-disant précarité, ne peuvent être surmontées aujourd'hui que de façon limitée par le marché lui-même ; et pourtant, le marché a besoin de conditions, qu'il est dans l'incapacité de créer, tout comme l'État.

Il a besoin d'éthique, et il ne sait pas la créer ; il a besoin de confiance et de réciprocité, et il ne sait pas les engendrer ; il a besoin de charité fraternelle et il ne sait pas la créer. Et cela se produit justement au moment où les institutions politiques ont cessé de les produire.

Qu'en est-il alors de la dignité de la personne ? Les mots de Jean-Paul II dans *Centesimus annus* (1991) semblent prophétiques : L'homme se trouve écrasé entre le marché et l'État, mais ce n'est ni l'économie ni la politique qui révèlent sa vraie dignité. À une certaine période, on pensait que le marché produisait la richesse et que l'État devait la distribuer. C'est différent aujourd'hui. La fraternité, qui représente le *proprium* du chrétien, a la possibilité, de nos jours, d'être déclinée dans des formes économiques et des réseaux de solidarité qui ne se reconnaissent plus dans l'ancienne opposition entre l'État et le marché. La dignité de la personne peut devenir non pas un fardeau à supporter, mais une ressource à utiliser.

Une ressource à utiliser

Hélas, dans une grande mesure, ni le marché ni la politique ne l'ont compris, et tous deux agissent souvent en érodant ces conditions dont ils ont besoin, et en affectant la dignité de la personne.

La révision des systèmes européens de *welfare* sans l'instauration de nouveaux réseaux de réciprocité ne venant pas s'ajouter de l'extérieur au marché, mais le traversant ; l'érosion de la famille, qui est la première agence sociale à produire la réciprocité et l'accueil ; la non-perception de l'urgence éducative, soulignée à plusieurs reprises par Benoît XVI, avec ses nombreuses répercussions négatives également dans les secteurs économiques et productifs, et qui "effiloche" notre tissu social en érodant l'*écologie humaine*, qui est un

véritable capital social ; le peu de souci pour le maintien global du système moral de nos sociétés, souvent affaibli par l'individualisme et l'hédonisme, en ayant à l'esprit que l'on vit dans des compartiments étanches et que l'éthique économique ou celle de la finance sont indépendantes des autres secteurs de la vie morale de la personne ; tous sont des signaux négatifs qui, toutefois, et c'est là le problème, ont aussi de graves coûts économiques et politiques.

C'est la loi de la cohérence par rapport à la dignité de la personne. Les blessures infligées à cette dignité ne peuvent pas ne pas avoir de conséquences mesurables quant à la quantité également. L'homme est une unité, parce que la vie est une synthèse. Cela vaut aussi pour les sociétés. Si la dignité de la personne n'est pas respectée chez les plus petits, en fin de compte elle ne sera pas respectée non plus chez les autres. Si les droits humains ne sont pas respectés dès la naissance, comment peuvent-ils l'être ensuite ? Soit tout se tient, soit tout s'écroule.

La lassitude de certaines sociétés européennes se traduit par la dénatalité et l'appauvrissement générationnel. Comment l'individualisme par rapport à la vie ou aux liens familiaux peut-il se traduire dans une socialité accentuée dans le milieu du travail ? La dignité de la personne humaine nous rappelle ce tableau unitaire et cohérent. Et c'est surtout la dignité des plus petits et des plus faibles qui nous le rappelle. Une société qui ne les respecte pas n'a pas de futur, et elle cause des dommages à elle-même avant qu'à ceux-ci ; elle se montre fragile et craintive, sans imagination et sans ressources quant aux projets, sans confiance et déchirée intérieurement. C'est souvent l'impression que l'on a de la société européenne.

À moins qu'elle ne redécouvre la cohérence qui émane de la dignité de la personne humaine. Si la société européenne le lui permet encore, le christianisme peut apporter une aide importante dans ce sens.

*** Mgr Crepaldi** est secrétaire du Conseil pontifical "Justice et Paix". Communication au colloque du Cercle Lamartine Chrétiens : de l'audace pour la politique , collège des Bernardins, 10 octobre 2008. Source : Observatoire cardinal Van Thuân pour la doctrine sociale de l'Église.